

03.05.2023

## Après la chute de First Republic, les doutes persistent sur les petites banques américaines.

- L'intervention de JP Morgan Chase, qui a repris les actifs de First Republic après sa chute, a été vue d'un bon œil.
- Mais les banques régionales souffrent toujours en Bourse.

### BANQUE

**Edouard Lederer**

La der des ders ? La banque californienne First Republic - qui a été démantelée lundi et dont les actifs ont été repris par JP Morgan - est le quatrième établissement régional américain en déroute depuis le mois de mars, après Silvergate, Silicon Valley Bank et Signature Bank. Certains espèrent la fin d'une série noire.

Mais les investisseurs continuent d'être nerveux. Mardi, en séance, la banque régionale PacWest (Californie) dévissait de près de 40 % et Western Alliance (Arizona) chutait de 21 %. Les deux banques avaient récemment fait état d'une chute des dépôts au premier trimestre, qui s'est depuis stabilisée.

Elles entraînaient dans leur chute certaines grandes banques, dont Bank of America (-4,5 %) ou Wells Fargo (-4,8 %) même si JP Morgan limitait ses pertes (-1,6 %) sur fond d'incertitudes conjoncturelles.

Banquiers et autorités financières veulent croire à l'enrayement de la crise. La reprise des actifs de First Republic « *va aider à soulager le système* », a déclaré lundi Jamie Dimon, le patron de JP Morgan.

« *Cela renforcera la confiance dans le système bancaire du pays* », a aussi commenté la fédération bancaire américaine.

En France aussi, l'action des autorités américaines sur ce dossier est vue d'un bon œil. « *Elles ont démontré leur capacité à gérer les crises, et actionné les mécanismes habituels de résolution, de façon classique. Il n'y a pas eu de surréaction* », salue une source bancaire.

### Risques toujours en place

Personne, pourtant, ne se hasarde à considérer cette séquence comme terminée, car les facteurs déclenchant de la crise sont toujours en place. La rapide accélération des taux d'intérêt « a exposé les vulnérabilités du secteur financier », a indiqué la patronne du Fonds Monétaire International (FMI) interrogée par Bloomberg à la conférence du think tank Milken Institute.

La hausse des taux fait baisser la valeur des obligations détenues en portefeuille par les banques, un piège mortel en cas de panique bancaire (« bank run »). Dans un tel cas de figure, la banque doit vendre ces actifs dans l'urgence et cristallise alors de gigantesques pertes.

Facteur aggravant, les clients peuvent retirer leurs dépôts d'un simple mouvement du pouce sur leur smartphone (« swipe crash »). Signe des temps, l'autorité chargée de garantir les dépôts (FDIC) propose un relèvement de cette garantie pour les entreprises, au-delà de la limite actuelle de 250.000 dollars, justement afin de limiter les risques de nouveau « bank run ».

La réglementation, allégée en 2018 pour les établissements considérés comme plus « petits » a aussi joué un rôle, en limitant les obligations faites aux banques en matière de liquidité. Si la Fed a fait son mea culpa vendredi, les changements pourraient prendre des années.

Paradoxalement, ce possible durcissement de la réglementation inquiète, outre-Atlantique. « *Ce que cela provoquera, c'est de restreindre le crédit à l'économie* », a pointé le patron de la gestion d'actifs de Prudential (PGIM) au Milken Institute. De quoi peser sur la croissance.

Autre difficulté, la mauvaise santé de l'immobilier commercial n'a rien de rassurant pour les banques exposées à ce secteur aux Etats-Unis. « *Les dégâts devraient être contenus* », estime toutefois Barclays dans une note, les crédits à ce secteur étant « *échelonnés dans le temps, ce qui limite le risque défauts généralisés* ».